

Traject	Afstand in km	Traject	Afstand in km
Eupen - Herbesthal	7	Sankt Vith - Bütgenbach	21
Eupen - Hergenrath	12	Sankt Vith - Elsenborn	25
Eupen - Kelmis	15	Sankt Vith - Lontzen	68
Eupen - Keulen	101	Sankt Vith - Luik	80
Eupen - Luchthaven Keulen-Bonn	102	Sankt Vith - Malmédy	24
Eupen - Lichtenbusch	14	Sankt Vith - Namen	140
Eupen - Lontzen	8	Sankt Vith - Reuland	14
Eupen - Luik	40	Sankt Vith - Weismes	18
Eupen - Malmédy	30	Sankt Vith - Weywertz	25
Eupen - Namen	100	Sankt Vith - Walhorn	66
Eupen - Raeren	11	Sankt Vith - Luchthaven Zaventem	165
Eupen - Reuland	70	Bütgenbach - Reuland	37

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 25 mei 2022 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 juli 2015 tot uitvoering van het besluit van de Regering van 23 april 2015 tot regeling van de terugbetaling van onkosten in sommige instellingen van de Duitstalige Gemeenschap.

Eupen, 25 mei 2022.

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/207334]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à une indemnité mobilité pour les travailleurs titres-services occupés en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, l'article 4, alinéa 2, modifié par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 novembre 2022;

Vu le rapport du 12 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 23 novembre 2022;

Vu l'urgence motivée comme suit :

Considérant que la hausse importante des prix de l'énergie impacte fortement les aide-ménagères titres-services qui sont amenées à réaliser de nombreux déplacements dans le cadre de leur activité professionnelle; qu'une partie des aide-ménagères titres-services est dans l'impossibilité d'assumer ces frais et est contrainte d'annuler des prestations; que l'annulation de ces prestations met en péril la viabilité de certaines entreprises titres-services; que le Gouvernement doit garantir le suivi de la situation financière du secteur et des entreprises agréées; qu'une réponse à cette situation doit être apportée de toute urgence;

Considérant que la mesure d'aide est imputée sur le budget de l'année 2022 de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi; que l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi doit pouvoir liquider l'avance aux entreprises agréées dans le courant de l'année 2022;

Considérant que pour recevoir l'avance, l'entreprise agréée devra en avoir fait préalablement la demande; que la date limite d'introduction de la demande est fixée au 16 décembre 2022; que l'entreprise doit pouvoir connaître l'ensemble des modalités de la mesure avant de prendre la décision d'introduire ou non la demande d'indemnité; qu'afin d'éviter que les entreprises agréées ne renoncent à introduire une demande par manque de temps ou de connaissance, la mesure doit être publiée le plus rapidement possible;

Considérant que la mesure porte sur les dépenses effectuées par l'entreprise agréée pendant toute l'année 2023 et rien que l'année 2023;

Considérant qu'eu égard à ce qui précède, la mise en œuvre de la mesure doit commencer en 2022 et ne peut dès lors souffrir d'aucun retard lié à l'accomplissement de formalités préalables; que tout retard dans l'adoption et la publication de cet arrêté affecterait son efficacité;

Vu l'avis 72.670 du Conseil d'État, donné le 7 décembre 2022 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n° 1511 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 21 novembre 2022;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant que les entreprises agréées doivent introduire la demande d'indemnité au plus tard le 16 décembre 2022 pour que l'indemnité versée au 31 décembre 2022 au plus tard soit imputée sur le budget de l'année 2022;

Considérant qu'afin de permettre aux entreprises agréées de disposer de suffisamment de temps pour introduire la demande d'indemnité et pour pouvoir les traiter, l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi a mis en ligne le formulaire de demande en date du 2 décembre 2022;

Considérant que dans l'intérêt des entreprises agréées et afin de renforcer la sécurité juridique en leur faveur, il convient de conférer une base réglementaire complète;

Considérant que l'effet rétroactif bénéficie donc aux entreprises agréées et aux aide-ménagères titres-services et, en ce sens, se justifie; que l'effet rétroactif ne porte atteinte à aucun droit subjectif;

Considérant qu'il convient également de veiller à ce que l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi reçoive les habilitations nécessaires à son fonctionnement;

Considérant dès lors, au vu de ce qui précède, que la rétroactivité au 2 décembre 2022, prévue à l'article 9 se justifie;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité;

2^o l'entreprise agréée : l'entreprise visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi agréée par la Région wallonne qui a effectué une prestation donnant lieu à l'octroi de titres-services au cours du quatrième trimestre de l'année 2022;

3^o le travailleur titres-services : le travailleur lié par un contrat de travail titres-services au sens de l'article 7bis de la loi;

4^o micromobilité : l'un des moyens de locomotion suivants :

a) tout véhicule à deux roues ou plus, propulsé à l'aide de pédales ou de manivelles par un ou plusieurs de ses occupants et non pourvu d'un moteur, tel une bicyclette, un tricycle ou un quadricycle;

b) tout véhicule qui ne répond pas à la définition de cycle, qui est propulsé par la force musculaire de son ou de ses occupants et qui n'est pas pourvu d'un moteur;

c) tout véhicule à moteur à deux roues ou plus qui ne peut, par construction et par la seule puissance de son moteur, dépasser sur une route en palier la vitesse de 18 km/h.

Art. 2. Un montant de 8,1 millions d'euros est imputé sur le compte de réserve du FOREm pour l'année 2022 afin d'octroyer une indemnité pour la mobilité.

Art. 3. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Forem octroie une indemnité de 450 euros par équivalent temps plein, qui vise à financer des initiatives prises en faveur de la mobilité des travailleurs titres-services, dans le courant de l'année 2023, occupés au sein d'une unité d'établissement en Région wallonne.

L'indemnité visée à l'alinéa 1^{er} couvre le coût supplémentaire à charge de l'employeur pour la mise en œuvre des initiatives prises en faveur de la mobilité.

Les initiatives qui viennent en surplus à celles en vigueur au 31 décembre 2022 prises en faveur de la mobilité visées à l'alinéa 1^{er} sont :

1^o l'augmentation de l'indemnité kilométrique versée par l'entreprise agréée au travailleur titres-services pour les déplacements avec sa bicyclette ou son speed pedelec privé pour le compte de l'entreprise agréée jusqu'au montant visé à l'article 19, § 2, 16^o, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

2^o l'augmentation de l'intervention de l'entreprise agréée dans les frais de déplacement en transports en commun publics pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail et vice-versa et;

3^o l'augmentation de l'indemnité kilométrique versée par l'entreprise agréée au travailleur titres-services pour les déplacements avec sa voiture privée pour le compte de l'entreprise agréée, jusqu'au montant que l'autorité fédérale accorde à son personnel en application de l'article 74 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale.

En cas de solde après la mise en œuvre de l'alinéa 3, les initiatives prises en faveur de la mobilité visées à l'alinéa 3 consistent :

1^o en la prise en charge du stationnement payant sur voirie payé par quelconque moyen à l'exception d'une redevance journalière forfaitaire ou;

2^o en la prise en charge du stationnement payant sur un terrain privé ou;

3^o le financement à l'achat d'un deux roues motorisées ou d'un vélo pour les déplacements professionnels des travailleurs titres-services, dont le coût n'excède pas 2.500 euros, ou;

4° le coût des services liés à la micromobilité.

§ 2. Le Forem calcule l'indemnité visée au paragraphe 1^{er} sur base de la moyenne des travailleurs titres-services exprimés par équivalent temps plein que l'entreprise agréée a occupé durant les deux premiers trimestres de l'année 2022, au sein d'une unité d'établissement qui est située en région wallonne.

La moyenne des travailleurs titres-services exprimés par équivalent temps plein est calculée sur base des travailleurs titres-services renseignés comme tels dans la déclaration multifonctionnelle, en abrégé, DMFA, auprès de l'Office nationale de la sécurité sociale au 3 août 2022 pour le premier trimestre 2022 et au 2 novembre 2022 pour le deuxième trimestre 2022.

§ 3. L'entreprise agréée obtient une seule fois l'indemnité.

Art. 4. L'entreprise agréée introduit la demande d'indemnité au plus tard le 16 décembre 2022. À défaut l'entreprise agréée n'est pas éligible à l'indemnité mobilité.

L'indemnité visée à l'article 3, § 1^{er}, est octroyée à condition que l'entreprise agréée ne fasse pas l'objet d'une saisie pour laquelle il est constaté des arriérés de cotisations réclamés par un organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociales ou des arriérés d'impôts, d'une retenue sur base de l'article 10bis, § 3, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ou d'une saisie de créance bancaire par équivalent sur base de l'article 35ter du Code d'instruction criminelle.

Art. 5. § 1^{er}. Le montant de l'indemnité octroyée est égal à 450 euros multiplié par le nom visé à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}.

La société émettrice des titres-services verse pour le Forem l'indemnité calculée conformément à l'alinéa 1^{er} à l'entreprise agréée au plus tard le 10 janvier 2023.

Lorsque le coût de la mise en œuvre des initiatives visées à l'article 3, § 1^{er}, alinéas 3 à 4, ne permet pas de justifier l'intégralité de l'indemnité versée par le Forem, l'entreprise agréée restitue au Forem le montant de l'indemnité non utilisé.

Art. 6. Afin de permettre le contrôle du présent arrêté, l'entreprise agréée conserve un tableau détaillé d'imputation des dépenses, comprenant l'identification de la pièce justificative afférant à chacune des dépenses liées aux initiatives prises en application de l'article 3, § 1^{er}, alinéas 3 et 4.

Le tableau et les pièces justificatives visées à l'alinéa 1^{er} sont conservés pour une durée de dix ans.

Le Forem établit le modèle du tableau visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. L'indemnité ne peut pas être cumulée avec d'autres interventions émanant des pouvoirs publics destinées à couvrir les frais de mobilité.

Art. 8. Le Forem peut récupérer, par toute voie de droit, l'indemnité indûment octroyée ou utilisée.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 2 décembre 2022.

Art. 10. Le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/207334]

15 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende een mobiliteitsvergoeding voor in Wallonië tewerkgestelde dienstencheque-werknemers

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, artikel 4, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 november 2022;

Gelet op het rapport van 12 november 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 23 november 2022;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd als volgt:

Overwegende dat de aanzienlijke stijging van de energieprijzen sterke gevolgen heeft voor de huishoudhulpen met dienstencheques die in het kader van hun beroepsactiviteit veel moet reizen; dat sommige huishoudhulpen met dienstencheques niet in staat zijn deze kosten te dragen en gedwongen zijn diensten te annuleren; dat de annulering van deze diensten de levensvatbaarheid van bepaalde dienstenchequebedrijven in gevaar brengt; dat de Regering moet zorgen voor toezicht op de financiële situatie van de sector en van de erkende bedrijven; dat op deze situatie dringend een antwoord moet worden gegeven;

Overwegende dat de steunmaatregel ten laste komt van de begroting 2022 van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi"; dat de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" het voorschot in de loop van 2022 aan de erkende bedrijven moet kunnen uitbetalen;

Overwegende dat het erkende bedrijf, om het voorschot te ontvangen, vooraf een verzoek moet hebben ingediend; dat de termijn voor het indienen van het verzoek is vastgesteld op 16 december 2022; dat het bedrijf alle details van de maatregel moet kunnen kennen alvorens te beslissen of het al dan niet een verzoek om schadevergoeding zal indienen; dat, om te voorkomen dat erkende bedrijven afzien van het indienen van een verzoek wegens tijd- of kennisgebrek, de maatregel zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt;

Overwegende dat de maatregel betrekking heeft op de uitgaven van het erkende bedrijf gedurende het gehele jaar 2023 en alleen het jaar 2023;

Overwegende dat, gelet op het voorgaande, de uitvoering van de maatregel in 2022 moet beginnen en dus geen vertraging kan oplopen door het vervullen van voorafgaande formaliteiten; dat elke vertraging bij de aanneming en bekendmaking van dit besluit afbreuk zou doen aan de doeltreffendheid ervan;

Gelet op advies nr. 72.670 van de Raad van State, gegeven op 7 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 1511 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 21 november 2022;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen wordt toegelaten voor zover ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienstverlening en voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand, voor zover ze de eisen inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in aanmerking neemt;

Overwegende dat de erkende bedrijven de vergoedingsaanvraag uiterlijk op 16 december 2022 moeten indienen, zodat de uiterlijk op 31 december 2022 betaalde vergoeding ten laste komt van de begroting voor het jaar 2022;

Overwegende dat de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" het aanvraagformulier op 2 december 2022 online heeft gezet om de erkende bedrijven voldoende tijd te geven om de vergoedingsaanvraag in te dienen en deze te kunnen behandelen;

Overwegende dat in het belang van de erkende bedrijven en met het oog op een grotere rechtszekerheid in hun voordeel, in een volledige regelgevingsgrondslag moet worden voorzien;

Overwegende dat de terugwerkende kracht derhalve ten goede komt aan erkende bedrijven en aan huishoudhulpen met dienstencheques en derhalve gerechtvaardigd is; dat de terugwerkende kracht geen enkel subjectief recht aantast;

Overwegende dat de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" ook de nodige vergunningen voor zijn werking moet krijgen;

Overwegende, gelet op het voorgaande, dat de terugwerkende kracht op 2 december 2022 zoals bedoeld in artikel 9 dan ook gerechtvaardigd wordt;

Op de voordracht van de Minister van Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o de wet: de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen;

2^o het erkende bedrijf: het bedrijf bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 6^o, van de door het Waals Gewest goedgekeurde wet die tijdens het vierde kwartaal van het jaar 2022 een dienst heeft verleend die aanleiding gaf tot de toekenning van dienstencheques;

3^o de dienstencheque-werknemer: de werknemer gebonden door een dienstencheque-arbeidsovereenkomst in de zin van artikel 7bis van de wet;

4^o micromobiliteit: een van de volgende manieren van vervoermiddelen :

a) elk voertuig op twee of meer wielen dat door een of meer inzittenden wordt voortbewogen door middel van pedalen of krukken en niet voorzien is van een motor, zoals een fiets, een driewieler of een vierwieler;

b) elk voertuig dat niet aan de definitie van fiets beantwoordt, dat door de spierkracht van de inzittende(n) wordt aangedreven en dat niet met een motor is uitgerust;

c) een motorvoertuig op twee of meer wielen dat alleen al door zijn constructie en motorvermogen op een vlakke weg een snelheid van 18 km per uur niet kan overschrijden.

Art. 2. Een bedrag van 8,1 miljoen komt ten laste van de reserverekening van FOREm voor het jaar 2022 om een mobiliteitsvergoeding toe te kennen.

Art. 3. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kent Forem een toelage van 450 euro per voltijds equivalent toe, die bestemd is voor de financiering van initiatieven ter bevordering van de mobiliteit van werknemers met een dienstencheque, die in de loop van het jaar 2023 in een vestigingseenheid in het Waalse Gewest werkzaam zijn.

De in lid 1 bedoelde vergoeding dekt de extra kosten voor de werkgever van de uitvoering van de mobiliteitsinitiatieven.

De in lid 1 bedoelde initiatieven ten behoeve van de mobiliteit die een aanvulling vormen op de initiatieven die op 31 december 2022 van kracht zijn, zijn:

1° de verhoging van de kilometervergoeding die door het erkende bedrijf aan de dienstencheque-werknemer wordt uitbetaald voor verplaatsingen met zijn fiets of zijn privé speed pedelec voor rekening van het erkende bedrijf tot het bedrag bedoeld in artikel 19, § 2, 16°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

2° de verhoging van de bijdrage van het erkende bedrijf in de kosten van het reizen met het openbaar vervoer tussen woning en werk en omgekeerd; en

3° de verhoging van de kilometervergoeding die het erkende bedrijf aan de dienstencheque-werknemer betaalt voor het reizen met zijn privéwagen voor rekening van het erkende bedrijf, tot het bedrag dat de federale overheid aan haar personeel toekent in toepassing van artikel 74 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt.

In geval van een evenwicht na de uitvoering van lid 3 bestaan de in lid 3 bedoelde mobiliteitsinitiatieven uit:

1° de tenlasteneming van betaald parkeren op straat waarvoor op enigerlei wijze wordt betaald, met uitzondering van een vast bedrag per dag

2° de tenlasteneming van betaald parkeren op een particulier terrein of;

3° de financiering van de aankoop van een gemotoriseerde tweewieler of een fiets voor het beroepsvervoer van dienstencheque-werknemers, waarvan de kosten niet meer dan 2.500 euro bedragen, of;

4° de kosten van diensten in verband met micromobiliteit.

§ 2. Forem berekent de vergoeding bedoeld in paragraaf 1 op basis van het gemiddeld aantal dienstencheques uitgedrukt per voltijds equivalent dat het erkende bedrijf tijdens de eerste twee kwartalen van het jaar 2022 heeft tewerkgesteld binnen een vestigingseenheid die in het Waalse Gewest gelegen is.

Het gemiddeld aantal dienstencheque-werknemers uitgedrukt per voltijds equivalent wordt berekend op basis van de dienstencheque-werknemers die als zodanig zijn aangegeven in de multifunctionele aangifte, kortweg DmfA, bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 3 augustus 2022 voor het eerste kwartaal van 2022 en op 2 november 2022 voor het tweede kwartaal van 2022.

§ 3. Het erkende bedrijf ontvangt de vergoeding slechts eenmaal.

Art. 4. Het erkende bedrijf dient de vergoedingsaanvraag uiterlijk op 16 december 2022 in. Doet het dit niet, dan komt het erkende bedrijf niet in aanmerking voor de mobiliteitsvergoeding.

De vergoeding bedoeld in artikel 3, § 1, wordt toegekend op voorwaarde dat op het erkende bedrijf geen beslag wordt gelegd wegens achterstallige bijdragen gevorderd door een orgaan voor de inning van sociale bijdragen of achterstallige belastingen, wegens een inhouding op grond van artikel 10bis, § 3, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques of wegens een beslag op een bankschuld door gelijkstelling op grond van artikel 35ter van het Wetboek van strafvordering.

Art. 5. § 1. Het bedrag van de toegekende vergoeding is gelijk aan 450 euro vermenigvuldigd met de naam bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid.

Het bedrijf dat de dienstencheques afgeeft, betaalt de overeenkomstig lid 1 berekende vergoeding uiterlijk op 10 januari 2023 namens Forem aan het erkende bedrijf.

Indien de kosten voor de uitvoering van de in artikel 3, § 1, derde tot en met vierde lid, bedoelde initiatieven niet het volledige bedrag van de door Forem betaalde vergoeding rechtvaardigen, betaalt het erkende bedrijf het ongebruikte bedrag van de vergoeding terug aan Forem.

Art. 6. Om de controle van dit besluit mogelijk te maken, houdt het erkende bedrijf een gedetailleerde tabel bij van de toewijzing van de uitgaven, met inbegrip van de identificatie van het bewijsstuk betreffende elk van de uitgaven in verband met de initiatieven genomen in toepassing van artikel 3, § 1, derde en vierde lid.

De in lid 1 bedoelde tabel en bewijsstukken worden gedurende tien jaar bewaard.

Forem stelt het model van de in lid 1 bedoelde tabel op.

Art. 7. De vergoeding kan niet worden gecumuleerd met andere overheidsinterventies ter dekking van mobiliteitskosten.

Art. 8. Forem kan met alle rechtsmiddelen de ten onrechte toegekende of gebruikte vergoeding terugvorderen.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking op 2 december 2022.

Art. 10. De Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE